

Communiqué de Roger Meï sur l'annulation de l'élection du président de la métropole

Le tribunal administratif vient de nous donner raison en annulant l'élection du Président de la métropole. Cette décision n'est qu'une étape dans notre combat pour une meilleure représentativité des communes et l'application de la démocratie. On ne peut concevoir que Marseille se voit dotée d'un pouvoir de décision d'une voix pour 7000 habitants contre 1 pour 21 000 à Gardanne ou 1 pour une commune de 130 habitants. Que penser d'un organe censé présider à la vie quotidienne d'1,8 million d'habitants et dont la composition d'emblée ne donne qu'une voix symbolique aux communes ?

Gardanne développe ses projets sans augmenter ses impôts depuis 10 ans et ne souhaite pas servir de tirelire pour combler la dette Marseillaise, qui atteint plusieurs milliards d'euros. Qu'en sera-t-il demain ? A qui vous adresserez-vous au quotidien ?

Il ne s'agit pas de nous opposer à toute coopération entre territoires (des sujets comme le transports ont bien besoin d'un travail en commun). Il s'agit de nous interroger sur le sens de celle-ci, de rejeter un modèle technocratique conçu pour fédérer tous les pouvoirs. Nous sommes prêts à coopérer mais pas à disparaître.

Au moment où l'État se désengage avec une baisse sans précédent des dotations, il nous impose une « nécropole » qui se construit dans le dos des élus, des agents des collectivités et des citoyens qui va nous coûter cher à tous. Nous ne laisserons pas faire !

Roger Meï,
Maire de Gardanne